

Sébastien Lecornu: «Il nous faut augmenter le nombre de réservistes»

Par Nicolas Barotte

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 2 heures



Écouter cet article ⓘ

00:00/07:28 🔊



«La priorité des armées reste et demeurera toujours la protection de la nation», affirme Sébastien Lecornu. *François BOUCHON/Le Figaro*

ENTRETIEN - Le ministre, qui mène «une réflexion profonde d'organisation», veut aussi mieux «utiliser» les 40.000 existant déjà. Un vivier au «rôle majeur», selon lui, qui peut permettre aux armées de monter en puissance.

Sébastien Lecornu est ministre des Armées. Il insiste sur la mission première des militaires, la protection de la nation, mais défend aussi leur rôle dans la cohésion sociétale: ils peuvent accomplir des «tâches annexes», en matière d'insertion professionnelle ou de réinsertion des jeunes délinquants.

LE FIGARO. - Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a proposé fin août la création de centres de rééducation encadrés par des militaires. Au moment de la guerre en Ukraine, est-ce vraiment la priorité pour les armées?

Sébastien LECORNU. - La priorité des armées reste et demeurera toujours la protection de la nation. On appelle parfois à la rescousse, pour la cohésion de la société, les valeurs militaires d'éthique, de collégialité, de discipline. Mais il ne faut jamais oublier d'où elles viennent. Ces valeurs se sont forgées autour de la notion d'un sacrifice qui peut être ultime. Cela étant dit, est-ce que dans l'histoire on a pu demander aux armées d'accomplir des tâches annexes, notamment en matière d'insertion professionnelle? La réponse est oui avec, par exemple, le service militaire adapté en Outre-mer ou les Epide. Est-ce que des expérimentations peuvent avoir lieu pour encadrer une jeunesse délinquante dans un parcours de réinsertion? Oui, c'est déjà le cas et c'est un engagement du président. Mais, ne sollicitons pas les armées pour compenser certaines défaillances de notre société : quand j'entends que certains maires appellent les militaires à conduire les bus scolaires car nous manquons de conducteurs, c'est perdre de vue le sens profond de la mission initiale du soldat.

De quelles expérimentations peut-il s'agir?

Des expérimentations sont déjà en cours à la Réunion, en Bretagne et dans l'Eure. J'ai demandé une évaluation pour cet automne. Nous aurons l'occasion d'échanger avec Éric Dupond-Moretti. Ce sujet restera sous la responsabilité principale du garde des Sceaux.

Le chef de l'État a demandé aux armées de contribuer davantage, dans le cadre du Service national universel (SNU), à la force morale de la nation. Que peuvent faire les militaires?

Le président a dit que tout le monde devait en faire davantage. Les armées sont déjà

parties prenantes du SNU parce qu'il remplace les obligations de la journée citoyenne portée actuellement par les armées. Mon ministère a vocation à être encore davantage mobilisé. Attention, il ne s'agit pas de militariser le SNU, qui reste une institution civile, mais de permettre à chaque jeune de connaître l'institution militaire. C'est une forme d'éducation civique à la chose militaire. Enfin, le SNU peut aussi servir in fine, sur la base du volontariat, au recrutement dans les armées. La secrétaire d'État Sarah El Haïry fera prochainement, en lien avec Pap Ndiaye, des propositions sur les caractéristiques futures du SNU, en précisant la classe d'âge concernée, la durée du séjour, la répartition géographique et la part d'options proposées, y compris militaires.



La question de la résilience du pays, en cas de conflit ou de choc majeur, préoccupe les militaires

Sébastien Lecornu

Les militaires sont assez sceptiques...

Les militaires sont prudents quand ils pensent qu'on veut les détourner de leur mission centrale. Mais il y a un avant et un après 24 février. La question de la résilience du pays, en cas de conflit ou de choc majeur, préoccupe les militaires. Ils savent très bien qu'ils auront besoin du soutien de tous pour remplir leur mission. D'autant que les menaces sont nombreuses, et leur origine n'est plus toujours militaire: on le voit avec le chantage à l'énergie, aux matières premières ou la manipulation de l'information. À tout cela s'ajoutent les risques sanitaires et climatiques.

Comment doubler le nombre de réservistes?

Nous avons aujourd'hui 40.000 réservistes qui ne sont d'ailleurs pas toujours suffisamment bien utilisés. Nous menons actuellement une réflexion profonde d'organisation. En cas de menace hybride ou de crise, les réserves peuvent jouer un rôle majeur pour permettre aux armées de monter en puissance, y compris en suppléant les militaires d'active appelés à d'autres tâches. Il faut bien identifier nos besoins. Par exemple, le service de santé des armées (SSA) soutient la condition

opérationnelle de nos soldats, mais il a aussi été mobilisé au moment des attentats ou durant la crise du Covid. Démultiplier les réserves au sein du SSA est une priorité. Je vais lancer un appel aux forces médicales civiles et proposer une nouvelle génération de contrat d'engagement dans la réserve.

Pour augmenter le nombre de réservistes, il faut aussi réfléchir aux critères d'admissibilité physique ou de santé. Certains concitoyens sont refusés pour leur poids ou leur âge: or ils peuvent être détenteurs d'une compétence cyber, par exemple, essentielle! Je lance enfin un appel aux employeurs pour les appeler à la bienveillance avec leurs salariés réservistes. Je consulterai bientôt le patronat et les syndicats. La disponibilité octroyée aux réservistes par l'employeur pourrait par exemple s'apprécier en fonction du contexte de crise. Enfin, il faut plus de proximité avec une «territorialisation» de ces réserves, notamment dans les départements sans unité militaire d'active. Une fois ces questions posées, et en fonction des choix budgétaires, il faudra se poser la question d'aller au-delà du doublement de l'effectif global.

La prochaine loi de programmation militaire (LPM) sera présentée l'année prochaine. N'est-ce pas aller trop vite?

En réalité, les revues stratégiques précédentes nous apportent déjà beaucoup. Elles ont plutôt prévu ce que nous connaissons aujourd'hui... Nous serions coupables de perdre du temps. Nous avons néanmoins besoin d'une mise à jour. Par exemple, il nous faut un chapitre dédié aux moyens pour l'outre-mer, pour prendre en compte les enjeux indo-pacifiques. La LPM 2019-2025 était une loi de réparation. Elle a permis de reconstituer les capacités des armées. La prochaine LPM devra maintenir une exigence en termes d'innovation parce que la guerre sera de plus en plus technologique, et, en même temps, poser la question de la massification et de la rusticité du matériel. Ce sont les réflexions que nous menons avec le chef d'état-major des armées. Je compte proposer aux parlementaires un calendrier de coproduction qui permettra au chef de l'État de prendre ses décisions.



Il faut enfin défendre notre dissuasion nucléaire qui a pu être remise en cause par certaines formations politiques, comme La France insoumise, pendant la dernière élection présidentielle

Sébastien Lecornu

Faut-il mettre en questionnement le modèle d'armée complet?

Cela n'est pas notre volonté. Les pays qui l'ont fait n'ont jamais réussi à reconstituer ensuite le savoir-faire perdu. C'est une question d'autonomie stratégique. Mais il faut sûrement gagner en souplesse avec un certain nombre de modules sur lesquels on peut plus rapidement monter en puissance et en densité, pour s'adapter à la menace. Il faut enfin défendre notre dissuasion nucléaire qui a pu être remise en cause par certaines formations politiques, comme La France insoumise, pendant la dernière élection présidentielle.

Faudra-t-il renoncer à certains programmes pour dégager des marges de manœuvre ailleurs?

Vous l'avez compris, nous ne sommes pas dans une stratégie de diminution du budget des armées. L'urgence du moment est avant tout que les industriels puissent être plus réactifs pour produire et livrer les armements plus vite, notamment pour éviter quelques indisponibilités de matériels. Je les réunirai cette semaine à Balard pour améliorer cette «économie de guerre».